

Compte rendu de séance

Séance du 3 Juillet 2015

L'an 2015 et le 3 Juillet à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de JEUDON Didier Maire

Présents : M. JEUDON Didier, Maire, Mmes : ALNY Valérie, BAGATO Agnès, MALLARD Josette, WESOLY-ZIND Noémie, ZIND Annie, MM : KOMAJDA Frédéric, LE MESTRE Claude, MENERAT Patrice, MITHOUARD Nicolas

Excusés : Excusé(s) ayant donné procuration : Mme BOCQUE Véronique à Mme ZIND Annie, MM : CAILLAUD Pascal à M. LE MESTRE Claude, GOURMELEN Eric à M. MENERAT Patrice, TRACA Philippe à Mme MALLARD Josette

Absents :

Absent(s) : M. PASCO Patrice

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 10

Date de la convocation : 29/06/2015

A été nommé(e) secrétaire : M. MITHOUARD Nicolas

Monsieur Frédéric KOMAJDA demande de rajouter un point à l'ordre du jour : Point sur les travaux électriques rue de la fontaine Sainte Geneviève.

Monsieur le Maire répond que ce point sera effectué lors des informations diverses.

1) Points abordés lors de la précédente réunion

Aucune remarque.

2) Délibérations à prendre :

a) Décision modificative n°2

Afin de pouvoir récupérer la TVA en 2016 pour les travaux qui ont été effectués en 2014 mais rejeté par la Préfecture, du fait d'une mauvaise écriture. Monsieur le Maire demande de procéder à une décision modificative afin d'annuler le mandat n°573 et le réaffecter en 2015.

Le Conseil Municipal délibère et décide à l'unanimité de procéder aux virements de crédits suivants sur le budget de l'exercice.

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-773 : Mandats annulés (exerc. antérieurs)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 880,00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 880,00 €
Total FONCTIONNEMENT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 880,00 €
INVESTISSEMENT				
D-21318-94 : REFECTION DE LA COUR DE L'ECOLE	0,00 €	2 880,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0,00 €	2 880,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	2 880,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		2 880,00 €		2 880,00 €

**b) avis de la commune concernant le projet de schéma régional de cohérence écologique (SRCE)
PORTANT AVIS DE LA COMMUNE DE THIERS SUR THEVE CONCERNANT LE PROJET DE SCHEMA
REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)**

VU les compétences de la commune,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L. 110 et suivants, L. 111-1 et L. 121 et suivants,
VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 371 et L371-3,
VU le décret n° 2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue,

VU le SCoT de la communauté de communes Cœur Sud Oise,

VU le courrier du Conseil Régional de Picardie et de la préfecture de Région en date du 20 février 2015, demandant un avis sur le projet de SRCE consultable sur les sites

VU les courriers échangés entre M. Le Préfet de l'Oise et le Président de l'Union des Maires de l'Oise, et notamment le courrier de l'UMO du 23 février 2015,

VU l'avis d'enquête publique sur le projet de SRCE (annonce légale du 29 mai 2015 dans le Parisien) ouverte du 15 juin au 15 juillet

Monsieur le Maire expose

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un document créé par le Grenelle de l'environnement qui vise à protéger et à restaurer la trame verte (forêt, prairie...) et bleue (cours d'eau, zones humides...) et notamment les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques (qui relient ces réservoirs). Il est co-élaboré par l'Etat (DREAL) et la Région. Ce projet a été élaboré depuis mi 2012 par la préfecture de Région (et notamment la DREAL) et le Conseil Régional. Le SRCE est révisable tous les 6 ans.

Le projet de SRCE de Picardie a été arrêté le 20 février 2015 et après la phase de consultation administrative (notamment les intercommunalités) prévue à l'article L371-3 du code de l'environnement, le SRCE est en enquête publique du 15 juin au 15 juillet. La commune peut donc donner un avis lors de la période d'enquête publique.

M. Le Maire présente les pièces constitutives du dossier et leur contenu mis à la consultation à savoir :

- tome 1 : résumé non technique
- tome 2 : diagnostic écologique

- tome 3 : diagnostic sur les interactions activités humaines/SRCE
- tome 4 : plan d'actions stratégique
- tome 5 : atlas des composantes
- tome 6 : atlas des objectifs
- tome 7 : dispositif de suivi et d'évaluation
- tome 8 : rapport environnemental
- tome 9 : mode d'emploi du SRCE
- annexe 1: méthodologie retenue pour l'identification des composantes de la trame verte et bleue du SRCE de Picardie
- annexe 2 : tableaux des caractéristiques des réservoirs de biodiversité

M. Le Maire présente les impacts locaux du SRCE sur la commune en rappelant que, selon l'article L111-1 du code de l'urbanisme, le SRCE devra être pris en compte par le SCoT dans les 3 ans suivant son approbation mais que le PLU devra être compatible avec le SCoT, augmentant ainsi la portée du SRCE et le risque d'inconstructibilité.

En outre, la cartographie projetée et le plan d'actions risquent de rendre de plus en plus complexe l'aboutissement des projets, voire d'en rendre certains irréalisables techniquement et/ou financièrement. Il sera, en outre, nécessaire pour des projets d'urbanisation de réaliser des études environnementales renforcées dans notre document d'urbanisme pour confirmer ou non les corridors et la qualité ainsi que la délimitation des réservoirs de biodiversité.

Or, le SRCE ne doit pas compromettre ou rendre impossible les projets de développement s'inscrivant pourtant dans le cadre du développement durable que nous poursuivons. Un équilibre entre les activités humaines et la sauvegarde de la biodiversité doit être recherché.

Monsieur le Maire propose de formuler un avis défavorable, assorti des observations suivantes pour chaque pièce composant le projet de SRCE :

CONSIDERANT que le diagnostic du SRCE n'a pas pris en compte tous les enjeux socio économiques des territoires, à savoir maintien et développement de l'habitat, des infrastructures, de l'agriculture et de l'économie,

CONSIDERANT la méthodologie de la définition de la trame verte et bleue choisie qui n'a pas pris en compte des études locales récentes réalisées, en excluant la phase de terrain pour tester la méthode

CONSIDERANT l'inclusion de bâtiments d'activités économiques, industriels, commerciaux, artisanaux ou agricoles dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques ;

CONSIDERANT que la vérification des corridors (avérés ou non) et des réservoirs de biodiversités identifiés par le SRCE (qualité, délimitations...) devra passer par des études à inscrire par les collectivités dans la prise en compte et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le dit SRCE,

CONSIDERANT que l'absence d'identification partagée des enjeux socio-économiques et l'absence de croisement avec les enjeux environnementaux ne permettent pas la définition d'un plan d'actions respectant les principes du développement durable (économie, social et environnement),

CONSIDERANT que la sous-action C39 envisage la fermeture temporaire de certaines voies de circulation lors de périodes critiques, alors même que de l'accessibilité de la commune est un enjeu d'importance,

CONSIDERANT que le projet de SRCE valorise dans son plan d'actions stratégique (sous action B21) le PLU intercommunal pour mettre en œuvre la trame verte et bleue,

CONSIDERANT que le SRCE ne doit pas compromettre voire rendre impossible les projets de développement (notamment économiques, indispensables à notre territoire, à son économie locale et à l'emploi) ;

CONSIDERANT qu'un équilibre entre les activités humaines et la préservation/restauration de la biodiversité doit être recherché, et que cette volonté n'est pas apparente dans le contenu et la méthodologie de SRCE,

CONSIDERANT l'impact global sur la commune du SRCE et les remarques effectuées lors du Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

SOULIGNE que la commune partage les principes du Schéma Régional de Cohérence Ecologique,

SOULIGNE qu'un équilibre entre les activités humaines et la préservation/restauration de la biodiversité doit être recherché,

REGRETTE que le manque de concertation et notamment l'absence de comité régional Trame Verte et Bleue avant l'enquête publique ainsi que la durée minimum de l'enquête publique (seulement 1 mois)

DONNE un avis défavorable sur le SRCE, assorti des observations formulées ci-dessus et en annexe, et des demandes formulées ci-après,

DEMANDE de revoir le diagnostic et les actions du plan stratégique au regard de la prise en compte nécessaire de tous les enjeux socio-économiques et des projets de la commune,

DEMANDE une expertise scientifique des corridors, le cas échéant, qui n'ont jamais existé sur le territoire, à charge des corédacteurs du SRCE,

DEMANDE que soit bien précisé dans le Plan d'Actions Stratégique que la cartographie ne constitue en aucun cas un zonage à intégrer systématiquement dans les documents d'urbanisme, notamment au regard des différents type de corridors,

DEMANDE la suppression des dispositions du plan d'actions à savoir celle privilégiant le principe d'évitement, celle concernant le PLU intercommunal comme la meilleure échelle de prise en compte de la trame verte et bleue, celle recommandant l'analyse éco paysagère des diagnostics et celle fermant les voies d'accès aux communes,

DEMANDE l'engagement de l'Etat et du Conseil Régional de Picardie quant au maintien et à la réalisation des projets de la commune,

DEMANDE, au regard des problèmes techniques et de concertation avérés, la réunion du comité régional Trames Verte et Bleue à l'issue de la l'enquête publique afin que, dans un souci de concertation de prise en compte des avis, soit présenté le bilan de la commission d'enquête ainsi que les modifications que le Président du Conseil Régional et la Préfète de Région envisagent,

DEMANDE que les propositions de modifications soient intégrées dans le SRCE soumis à l'adoption finale du Conseil Régional de Picardie,

CHARGE Monsieur le Maire des formalités correspondantes à la présente délibération.

c) Règlement et tarif cantine et étude pour l'année scolaire 2015/2016

Monsieur le Maire donne lecture des modalités de fonctionnement et du règlement intérieur pour l'étude surveillée 2014/2015

La Mairie de THIERS SUR THEVE accueille pour les études surveillées, les enfants scolarisés de la Commune du CP au CM2.

Les études surveillées répondent à un double objectif :

- L'accueil et l'encadrement des élèves,
- Le soutien méthodologique et l'aide aux devoirs.

L'étude surveillée commencera à partir du **mardi 1er Septembre 2015**.

ARTICLE 1 : ACCUEIL

Une étude surveillée est organisée pour l'école primaire de la commune de Thiers sur Thève.

L'étude est ouverte, en période scolaire le Lundi, Mardi, jeudi & Vendredi après la classe de 15h30 à 16h30.



A ce jour, la commune n'est pas en mesure de confirmer qu'il y aura étude surveillée à la prochaine rentrée scolaire. Cette possibilité sera confirmée le jour de la rentrée scolaire.

ARTICLE 2 : INSCRIPTION

L'inscription préalable est obligatoire, elle se fait au moyen du dossier disponible en Mairie.

La date limite des inscriptions est fixée au 18 Aout 2015.

ARTICLE 3 : ANNULATION

Les annulations entraînant une non-facturation sont possibles,

- Au cours du mois et en cas d'absence de l'enfant pour des raisons de santé uniquement l'heure de l'étude sera remboursée au vu d'un certificat médical (décomptés à partir du 2ème jour et si la famille a prévenu immédiatement les services administratifs de la Mairie).

ARTICLE 4 : ENCADREMENT

Les études sont assurées par des enseignants volontaires ou des personnes agréées par l'éducation nationale. En dessous de 5 enfants inscrits, la Mairie se réserve la possibilité d'annuler une étude. Dans ce cas les enfants seront accueillis au service d'accueil Périscolaire. L'encadrement est d'un adulte pour quinze enfants. Au-delà une seconde étude pourrait être ouverte.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SORTIE DES ENFANTS

Afin de ne pas perturber l'étude, les enfants ne peuvent pas être repris avant l'heure de fin. A l'issue de l'étude surveillée, c'est-à-dire à **16 h 30**, l'enseignant conduit tous les enfants à la porte de sortie de l'Ecole. Les enfants doivent obligatoirement être repris par leurs parents ou une personne nommément désignée sur la fiche de renseignements. Au-delà de trois retards consécutifs des parents l'enfant sera exclu.

La commune dégage toute responsabilité en cas de retard des parents à la sortie de l'étude. (Le coût du retard pourra être imputé en l'absence de raison valable)

ARTICLE 6 : ACCIDENTS

En cas de maladie ou d'accident, le responsable de l'étude n'étant pas habilité à conduire l'enfant chez le médecin, la famille sera prévenue et devra venir chercher l'enfant. Si nécessaire, les secours seront appelés et l'enfant pourra être transporté dans un centre de soins où la famille devra le récupérer. A cet effet tout changement en cours d'année des coordonnées de la famille devra être immédiatement signalé à la Mairie.

ARTICLE 7 : TARIFS

La participation des familles pour l'année scolaire est fixée à 3,50 € par heure d'étude surveillée. La commune se réserve le droit de pouvoir modifier le tarif fixé, chaque année.

ARTICLE 8 : PAIEMENT

Les parents s'engagent sur un planning de présence par mois civil. La famille dont l'enfant décide de ne plus aller à l'étude, devra payer le mois en cours (une correspondance sera à effectuer à la Mairie et à l'enseignant).

La participation des familles est payable au début de chaque mois lorsqu'une facture émanant des services de la Mairie leur est adressée.

Les paiements doivent être réalisés par chèque, à l'ordre du Trésor Public.

Par correspondance à l'adresse suivante :

Mairie de Thiers sur Thève
1, Rue du Général LECLERC
60520 THIERS SUR THEVE

Les factures devront être réglées au plus tard à la date indiquée. En cas de non-paiement, après deux relances, un titre de recettes exécutoire sera établi au nom du créancier. Le recouvrement s'effectuera directement par la trésorerie municipale qui engagera les poursuites si nécessaires.

Les enfants dont les familles n'ont pas acquitté la facture du mois écoulé ne seront pas accueillis au cours du mois suivant.

Toute information devra être transmise en Mairie et non à l'école.

ARTICLE 09 : DISCIPLINE

La fréquentation de l'étude implique de la part des enfants le respect du personnel et du matériel. Toute dégradation de matériel commise par l'enfant engage la responsabilité des parents.

En cas d'indiscipline d'un enfant, la Commune peut engager la mise en œuvre des sanctions suivantes :

- Courrier d'avertissement adressé aux parents,
- Exclusion temporaire,
- Exclusion définitive.

ARTICLE 10 : REGLEMENT

Toute participation à l'étude surveillée implique l'acceptation du présent règlement dans son intégralité.

ARTICLE 11 : ADOPTION DU REGLEMENT

Le présent règlement a été adopté par délibération du Conseil Municipal le 01/07/2011.

OUVERTURE DU SECRETARIAT DE LA MAIRIE

Horaires des permanences : lundi - mardi - jeudi : 8h30 à 12 h ; 14h à 18h30
 mercredi : 8h30 à 12h ; 14h à 16h30 vendredi : 8h30 à 12h ; 14h à 17h00
 samedi : 9h à 12h

Monsieur le Maire donne lecture du coût de revient pour l'étude surveillée 2014-2015.
 Il indique au Conseil Municipal, le nombre d'enfants, le montant reçu des parents et le montant des salaires versé aux enseignantes pour l'année scolaire 2014-2015.

ÉTUDE SURVEILLÉE 2014-2015

Mois	Nombre d'enfants au mois	Montant l'étude versé par les parents	Nombre de jours d'étude	Montant des salaires versé aux enseignantes
Septembre	298	1 022,00 €	17	603,99 €
Octobre	188	686,00 €	10	342,27 €
Novembre	314	1 190,00 €	16	523,46 €
Décembre	256	745,50 €	12	422,79 €
Janvier	368	1 291,50 €	16	543,58 €
Février	250	953,50 €	12	422,79 €
Mars	294	1 113,00 €	14	503,31 €
Avril	208	681,00 €	13	382,52 €
Mai	218	745,50 €	11	402,66 €
Juin - Juillet	391	1 216,00 €	20	644,25 €
Total	2785	9 644,00 €	141	4 791,62 €

Soit pour l'année scolaire 2014-2015, une moyenne de 1,72 euros par enfant

Monsieur le Maire signale qu'il a pris contact avec l'éducation nationale pour connaître le profil des personnes qui pourront être recrutées pour effectuer l'étude surveillée au cas où il n'y aurait pas assez d'enseignant et qu'il prendra également contact avec la mairie d'Orry la Ville pour avoir les coordonnées de l'association des anciens instituteurs afin de savoir s'ils peuvent intervenir sur la commune de Thiers sur Thève.

Monsieur Nicolas MITHOUARD demande si la commune verse une quote-part sur les salaires versés aux enseignants.
 Monsieur le Maire répond par la négative.

Monsieur Frédéric KOMAJDA pense que les bénéfices permettent de financer certains projets de l'école.
 Monsieur le Maire indique que le conseil Municipal pourra revoir ce tarif en cours d'année.

Le Conseil Municipal délibère et décide à l'unanimité , de fixer le tarif de l'étude surveillée pour l'année scolaire 2015-2016 à 3.50 € par heure d'étude surveillée.

Monsieur le Maire donne lecture des modalités de fonctionnement de la cantine scolaire 2014/2015.

La cantine scolaire ouvrira ses portes **le mardi 1er septembre 2015**.

Nous vous proposons d'accueillir les enfants des classes maternelles et primaires pour le prix de :

- 5.00 euros pour un enfant
- 4.50 euros pour le deuxième enfant
- 4.00 euros pour le troisième enfant

par repas (garderie du repas comprise).

Ne seront acceptés que les enfants dont les deux parents ont une activité professionnelle, il vous est ainsi demandé une attestation de votre employeur précisant les jours où vous travaillez. Cette règle sera appliquée, si le nombre d'enfants inscrits à la cantine atteint 64.

Un planning mensuel vous sera remis à la fin du mois précédent, toutefois si à la date demandée, ce document ne nous est pas retourné, il sera retenu les jours cochés sur cette présente inscription.

– Les repas seront payables au début de chaque mois lorsqu'une facture émanant des services de la Mairie sera adressée aux familles.

– Au cours du mois et en cas d'absence de l'enfant pour raisons de santé uniquement, les repas seront remboursés au vu d'un certificat médical (décomptés à partir du second repas) et si la famille a prévenu immédiatement les services administratifs de la Mairie.

Il ne pourra être fait aucune modification après remise du planning sauf pour raison médicale et avec justificatif.

– Le remboursement éventuel ne pourra se faire que sous forme d'avoir.

– Les enfants dont les familles n'ont pas acquitté le mois écoulé ne seront pas accueillis au cours du mois suivant.

– Les radiations définitives deviendront effectives 1 semaine après en avoir fait la demande auprès de la Mairie.

– L'inscription devra être remise en Mairie avant **le 18 août 2015**. Toute inscription reçue après cette date ne sera pas prise en compte pour les **semaines 36 et 37**.

– Les enfants qui ont une allergie alimentaire doivent être signalés au service de la Mairie.

– Les enfants ne seront plus acceptés après douze heures (ce point concerne les enfants qui ne sont pas venus en classe le matin et qui viennent déjeuner à la cantine)

– Toute information devra être communiquée à la Mairie et non à l'école.

– L'inscription ne sera prise en compte qu'après signature du règlement intérieur et lorsque les pièces demandées nous seront fournies.

– Si l'élève reçoit deux avertissements, une convocation sera alors adressée aux parents, et les délégués de parents d'élève en seront informés.

L'élève sera ainsi exclu une semaine et s'il y a récurrence, il le sera définitivement.

– Prévenir le secrétariat de mairie, si votre enfant ne mange pas à la cantine, afin que l'appel de présence soit effectué dans les meilleures conditions.

Monsieur Nicolas MITHOUARD demande si la phrase "ne seront acceptés.....où vous travaillez" n'est pas discriminatoire ?

Monsieur le maire répond que c'est un critère de sélection si le nombre d'enfants était supérieur aux capacités d'accueil et ainsi garantir la sécurité des enfants.

Monsieur Patrice MENERAT pense que c'est injuste de "squizzier" certains enfants qui auront déjeuné à la cantine pendant un certain temps si leur nombre dépasse soixante-quatre.

Monsieur Frédéric KOMAJDA pense qu'il faudra organiser deux services si le nombre d'enfants dépasse soixante-quatre.

Monsieur le Maire donne lecture du coût de revient pour la cantine scolaire pour 2014-2015.

COÛT DE REVIENT DE LA CANTINE SCOLAIRE PAR ENFANT

2014/2015

Calcul de la partie du salaire pour la cantine

[(Salaire brut + charges patronales)] / heures travaillées

Brigitte	(1453 + 767) / 136,07	16,32 €
	16,32 x 2h00	<u>32,63 €</u>
Sonia	[(1177 + 498)] / 118,30	14,16 €
	14,16 x 2h50	<u>35,40 €</u>

[(Salaire brut + charges patronales- aide de l'état + frais de gestion CDG)] / heures travaillées

Michèle	[(833 +117-750+62)] / 86,67	3,02 €
	3,02 x 2h00	<u>6,05 €</u>
Jessy	(1000 +145-1124+73) / 104	0,90 €
	0,9 x 2h00	<u>1,81 €</u>
Pain	53 baguettes / sem	
	11 baguettes / jour	<u>9,35 €</u>
	11 x 0,85	
TOTAL		<u>85,24 €</u>

Moyenne de 38 enfants par jour en comptant le mercredi. Sans le mercredi, la moyenne est de 48 à 50 enfants par jour

85,24/38	<u>2,24 €</u>
----------	----------------------

TOTAUXCoût de revient des employés pour la cantine + prix du repas2,24+2,90 **=5,14 € / jour**

Montant payé par la commune	5,14 €
prix d'un repas payé par les parents en 2014-2015	5,00 €

Reste à la charge de la commune**0,14 €**[+ EDF + Eau +
Produits d'entretien +
Fournitures diverses
(serviettes, couverts,
verres ,...)]

Arrivée de Madame Josette MALLARD à 20 h 35.

Monsieur Nicolas MITHOUARD indique que de ne pas équilibrer les dépenses et les recettes le gêne.

Monsieur le Maire signale qu'un point sera effectué en octobre pour connaître la fréquentation de la cantine scolaire.

Monsieur Frédéric KOMAJDA pense qu'un point pourra être effectué en fin d'année et revoir à partir du 1er janvier 2016 les tarifs en fonction du nombre d'enfants.

Le Conseil Municipal délibère et décide à la majorité par 10 voix pour + 4 pouvoirs et 1 abstention (Mr MITHOUARD), de fixer le tarif de la cantine scolaire pour l'année scolaire 2015-2016 à 5 € pour un enfant, 4.5 € pour le deuxième enfant, 4 € pour le troisième enfant.

3) Compte-rendu de la réunion**a) de la commission d'urbanisme en date du 20 juin 2015**

Monsieur Nicolas MITHOUARD donne lecture du compte-rendu de la réunion d'urbanisme qui a eu lieu le samedi 20 juin 2015.

L'ordre du jour était le suivant :

- Etude des demandes de permis de construire et de déclarations préalables

Monsieur Nicolas MITHOUARD indique qu'il a contacté Monsieur MALVEZIN de la Direction Départementale des Territoires afin de connaître les procédures à suivre pour les administrés qui ont effectués des travaux sans autorisation.

Il indique qu'il a procédé ce jour à un relevé des automobilistes qui ne respectent pas les stops rues du Général Leclerc et de l'Orée du bois.

Il s'avère que 74 % des automobilistes ne respectent pas le stop de la rue du Général Leclerc et 79 % des automobilistes qui ne respectent pas celui de la rue de l'Orée du Bois.

Il indique qu'une campagne de sensibilisation sera distribuée dans toutes les boîtes aux lettres la semaine prochaine.

Monsieur le Maire indique que suite à l'étude du PAVE des aménagements ont été étudiés et pourront être mis en œuvre.

b) du SIECCAO en date du 23 juin 2015

Monsieur Claude LE MESTRE donne lecture du compte-rendu de la réunion du syndicat intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières sur Oise qui a eu lieu le mardi 23 juin 2015.

L'ordre du jour était le suivant :

- Points administratifs :

- * Approbation du procès-verbal du 14/04/2015

- * Note 1 : Opportunité du transfert de la compétence distribution de l'eau au SIECCAO

- * Note 2 : Autorisation d'ouvrir un poste d'attaché pour juillet 2015 en vue d'un recrutement conditionné par la reprise de compétence d'octobre 2015

- * Note 3 : Autorisation de recourir au contrat d'apprentissage ou d'accueillir un stagiaire pour septembre 2015

- Points techniques :

- * Note 4 : Rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) 2014

- * Note 5 : Autorisation de lancer un marché afin d'aménager les clôtures des forages 1, 2 et 3 (suite au rapport initial de l'inspection sanitaire ARS du 16.04.2015)

- Décisions du Président :

- * Mise en demeure de la Lyonnaise des Eaux pour insuffisance du contenu des documents à produire et retard de fourniture des éléments nécessaires à l'élaboration du RPQS

- Informations :

- * Avancement de l'étude ANTIFUITE

- * Ordre de service à TERRALYS notifiant le démarrage de la phase 1 du plan d'actions AAC (Aire d'Alimentation des Captages)

- * Participation du SIECCAO aux journées de l'Eau-dyssée de l'environnement

- * Signature d'une convention d'aide financière afférente à la maîtrise d'œuvre pour le raccordement des 3 forages avec la Conseil départemental du Val d'Oise

- * Notification de subvention au titre de la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR) pour la signalisation des Aires d'Alimentation de Captage (Pose de panneaux)

Monsieur Patrice MENERAT se demande pourquoi on parle maintenant de transfert de compétences alors que le syndicat existe depuis longtemps. Il a le sentiment que cela est dû au changement de délégataire.

Monsieur Claude LE MESTRE répond par la négative.

c) de la commission finances de la CCSO en date du 30 juin 2015

Monsieur le Maire donne lecture du compte-rendu de la réunion de la commission des finances de la Communauté de Communes Cœur Sud Oise qui a eu lieu le mardi 30 juin 2015.

L'ordre du jour était le suivant :

- Contracter un emprunt de 400.000 euros pour financer le très haut débit et une partie des études de la

micro-crèche.

Monsieur le Maire indique que cette micro-crèche sera construite à Mont l'évêque.

Monsieur Nicolas MITHOUARD demande si cela n'était pas plus opportun d'acquérir un bâtiment existant.

Monsieur le Maire répond que la mise aux normes d'un bâtiment coûte plus cher que la construction d'un neuf. De plus, il n'y a pas de bâtiment de disponible.

Madame Josette MALLARD demande si la CCSO a étudié la rentabilité de cette micro-crèche.

Monsieur le Maire signale, qu'au niveau fonctionnement, celui-ci est équilibré et rentable. Cependant, pas au niveau des investissements pour le moment, où il reste à faire le tour des aides possibles.

Madame Josette MALLARD demande s'il y aura des emplois de créés ?

Monsieur le Maire répond par l'affirmative, seule la directrice de la halte-garderie itinérante fera aussi la direction de la micro-crèche.

Monsieur le Maire signale qu'il a été évoqué lors de cette réunion :

- * la loi Notre, le devenir de la communauté de communes Cœur Sud Oise. Avec quelle communauté de communes devra-t-elle fusionner ?

- * Le lancement de l'étude de la nouvelle piscine sur la commune de Senlis. Cette création a pour but de remplacer les piscines existantes.

Il indique que la Mairie de Senlis et la Communauté de Communes des Trois Forêts a demandé à la Communauté de Communes Cœur Sud Oise de participer à cette étude. La CCSO participera à cette étude, étant donné que certaines communes de la CCSO n'ont pas la possibilité d'envoyer les enfants à la piscine faute de place.

La CCSO ne participera pas financièrement à cette étude.

Coût prévisionnel de la réalisation de ce projet : 10 000 000 € ttc

Coût de fonctionnement : 100 000 € par an (A confirmer)

- * Participation de Monsieur Alain BATTAGLIA à la réunion organisée par la sous-préfecture pour le SCOT.

- * Présentation de la facture test pour la mise en place de la redevance incitative à compter du 1er janvier 2016.

d) du SICTEUB en date du 02 juillet 2015

Monsieur Claude LE MESTRE donne lecture du compte-rendu de la réunion du syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des eaux usées des bassins de la Thève et l'Ysieux qui a eu lieu le jeudi 02 juillet 2015.

L'ordre du jour était le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance du 27 mai 2015
- Convention de financement avec l'EPA Plaine de France pour les travaux sur les réseaux d'eaux usées ZAC de la gare et ZAC du centre-ville à Fosses
- Convention de raccordement du hameau de la Sucrierie à Marly la Ville sur le bassin versant du SIAH du Croult et du petit Rosne
- Avenant n°2 au marché de réhabilitation des réseaux d'assainissement Eaux Usées rue des Sablons à Bellefontaine. Lot n°1 - Entreprise BARRIQUAND
- Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste de technicien territorial
- Contrat d'apprentissage
- Demande de subvention au titre du diagnostic des rejets des zones industrielles de Marly la Ville
- Présentation du rapport annuel du service public de l'assainissement collectif et non collectif
- Approbation du cahier des prescriptions techniques pour les travaux d'assainissement Eaux Usées (extension de réseaux, réhabilitation de réseaux et création de réseaux)
- Questions diverses

4) Fixation de date de réunions

Réunion avec Mr LEGRAND, Forain et la commission des festivités le samedi 26 septembre 2015 à 10 heures.

5) Informations diverses

Monsieur le Maire donne lecture des correspondances de :

- * Monsieur le Préfet de l'Oise fixant les règles relatives au report de la date de broyage et de fauchage de la jachère de tous terrains à usage agricole dans le département de l'Oise.

- * Monsieur le Président de l'Union des Maires de l'Oise informant des formations de l'UMO pour le second semestre 2015.

Une liste des fascicules est réalisée, et mis à disposition des élus

- * Initiatives n°94

- * L'Oise agricole

- * EauServices

- * le Chasseur de l'Oise

- * le bimsa n°154

7) Questions diverses

Monsieur Nicolas MITHOUARD indique que le secrétariat a adressé un mail cet après-midi de la part de Madame Carole TRACA, Présidente du Modern'gym demandant la salle Omer Bacqueville à partir du 14 septembre 2015 les lundi, mercredi et jeudi de 16h30 à 21h30 afin d'effectuer les cours de danse. Il s'interroge sur la compatibilité des horaires avec les associations déjà présentes

Monsieur le Maire signale qu'il n'est pas possible de la laisser à 16h30, pas avant 17h00 car les NAPS occupent celle-ci.

Madame Agnès BAGATO indique que les cours ne commencent jamais avant 16h45 - 17h00.

Monsieur Nicolas MITHOUARD pense que c'est aux deux, voire trois associations, de se mettre d'accord et que la mairie n'a pas à intervenir dans un premier temps

Monsieur le Maire signale que l'association The Moon Dance Académy lui a déjà réservé la salle les mercredi et vendredi et samedi matin comme cette année.

Messieurs le Maire et Nicolas MITHOUARD pensent, qu'à défaut d'accord entre les parties, il faudra reconduire comme à l'existant.

Madame Agnès BAGATO demande que le conseil municipal réagisse et que l'élu responsable des associations effectue une réunion avec les responsables des associations.

Monsieur le Maire indique que c'est Madame Véronique BOCQUE qui est Vice-Présidente du comité de la communication et des relations avec les associations.

Madame Josette MALLARD se fait le porte-parole de Monsieur Philippe TRACA qui demande :

* qui paie le ramassage des ordures ménagères à la salle Omer Bacqueville ?

Monsieur le Maire répond que le ramassage est réglé par la mairie, cependant le montant de la location inclus une participation à cette taxe.

* qui paie le pot de Monsieur le Maire lors de la fête communale ?

Monsieur le Maire répond que c'est la mairie qui paie le pot de la municipalité et non pas du Maire, cette tradition existe depuis des dizaines d'année.

Madame Josette MALLARD demande :

* des nouvelles concernant les travaux d'électricité de la rue de la fontaine Sainte Geneviève ?

Monsieur le Maire répond qu'une réunion doit-être effectuée avec les riverains et qu'il attend une réponse de Madame Emilie MARTIN afin de programmer celle-ci.

* quand sera mis en place le City Stade ?

Monsieur le Maire répond qu'il n'a pas eu de réponse de la part du Conseil Départemental.

Madame Valérie ALNY demande que quelque chose soit effectué concernant le stationnement à l'angle des rues du Général Leclerc et l'Orée du Bois car cela est dangereux.

Madame Josette MALLARD pense que les places de stationnement rue du Général Leclerc sont trop rapprochées du stop de la rue de l'Orée du Bois.

Monsieur le Maire pense qu'il faudrait orienter le miroir situé rue du Général Leclerc vers la droite.

Madame Josette MALLARD demande quand sera changer le panneau interdiction aux poids lourds rue de l'Orée du Bois ?

Monsieur Claude LE MESTRE :

* indique que les responsables de l'association Concordia arriveront le jeudi 09 juillet, les jeunes volontaires arriveront vendredi 10 juillet.

Monsieur le Maire signale qu'un pot d'accueil sera organisé le vendredi 10 juillet.

* effectue un point sur les travaux :

- les travaux rue de Senlis seront effectués avant la fin de l'année

- les travaux d'électricité rue de la fontaine Sainte Geneviève et rue de la baraque Châalis devront être effectués avant la fin de l'année.

- la reprise des caniveaux de la salle Omer Bacqueville seront effectués en août prochain.

- les travaux de la rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite et l'étanchéité de la terrasse de la Mairie vont être effectués.

- le City stade et les travaux de sécurité de la rue du Général Leclerc : attente de date

- commencement des travaux de mise aux normes de la salle Omer Bacqueville

- le remplacement des lanternes Impasse des Chevreuils

- Une ligne blanche et des pointillés ont été mis en place au sens interdit de la rue Aveline. Ceci afin de prévenir les conducteurs de la rue de Senlis du Sens Interdit et ceux de la rue Aveline de leur droit de circuler (pointillés).

- le changement des canalisations d'eau propre rue du Général de Gaulle sera effectué à partir du 08 juillet et l'enrobé sera effectué en août prochain.

Monsieur Nicolas MITHOUARD demande s'il n'aurait pas été judicieux de profiter de l'ouverture de la rue pour enfouir les différents réseaux.

Monsieur le Maire signale que cela coûte cher et que l'entreprise ouvrira seulement le milieu de la route.

Monsieur Claude LE MESTRE indique que la CERAM a été informé de ces travaux et que les camions pourront circuler avant 8 heures et après 17 heures.

Monsieur le Maire donne lecture de la correspondance de :

* Madame Ségolène ROYALE concernant la réduction des fuites d'eau potable dans les réseaux.

Monsieur le Maire signale qu'il y a 1.000.000.000 m3 d'eau perdue par an.

Monsieur Frédéric KOMAJDA signale que l'eau perdue repart dans les nappes phréatiques.

* Monsieur Eric WOERTH concernant la lettre adressée à Monsieur PEPY, directeur de la SNCF concernant les dégradations sur les lignes ferroviaires.

AUDITEURS LIBRES

Monsieur Alain JABIN demande pourquoi le sens interdit de la rue Aveline entre les rues de l'Abreuvoir et Désiré Noël a été enlevé ?

Monsieur le Maire répond que celui-ci a été enlevé étant donné que les travaux de réfection de ce tronçon ne sont toujours pas effectués. L'arrêté municipal pris par Monsieur Jacky BOYELLE n'était pas adapté à la situation actuelle.

Monsieur Alain JABIN demande quand sera remis ce sens interdit ?

Monsieur le Maire répond que celui-ci sera remis en place quand les travaux de la dernière tranche de la rue Aveline et l'aménagement de l'ancienne scierie auront été effectués.

Madame Aline QUIRIN indique qu'elle a été surprise du courrier reçu de la société SAUR, nouveau délégataire du service public d'eau potable.

Monsieur le Maire répond que ce changement de prestataire a été inséré dans les journaux officiels, la gazette, affiché sur les panneaux communaux et présenté lors du dernier conseil municipal.

Le contrat arrivant à échéance (12 ans), la lyonnaise des eaux n'a pas été retenue n'ayant pas proposé, les meilleures prestations et le meilleur tarif du marché de délégation de service public, la mairie a décidé de retenir la société SAUR.

Monsieur Frédéric BURGEVIN demande quand sera installée la deuxième caméra ?

Monsieur le Maire répond qu'ERDF procédera à l'élagage devant la propriété du n°35 de la rue de Mortefontaine. La société DACHÉ interviendra dès les travaux d'élagage terminés, comme déjà indiqué lors du précédent conseil.

Monsieur Frédéric BURGEVIN demande pourquoi celle-ci va être installée sur un poteau en bois alors que lors d'une réunion il a été dit que celle-ci devait être installée sur un poteau en béton ?

Monsieur le Maire répond que la caméra a changé de place afin d'optimiser au maximum les prises de vues. Celle-ci sera bien installée sur un poteau ERDF en béton, et sera mise en route en juillet si les arbres sont coupés

Monsieur Frédéric BURGEVIN demande si la première caméra fonctionne ?

Monsieur le Maire répond par l'affirmative en précisant que celle-ci est toujours en test. Celle-ci sera réellement en service lorsque la deuxième sera installée.

Il indique que la gendarmerie, le policier municipal et certains élus auront une formation pour l'utilisation du serveur.

Monsieur Frédéric BURGEVIN demande quand sera réparé l'abri du bois Bourdon car lors de la fête communale, l'état de l'abri faisait "tâche".

Monsieur le Maire indique que celui-ci sera réparé quand les enfants / adolescents, arrêteront les jeux de balles et jets de pierre sur le toit de l'abri.

Monsieur Frédéric BURGEVIN pense que si la commune laisse l'abri se dégrader le montant des réparations sera plus élevé.

Madame Aline QUIRIN suggère la pose d'une caméra au terrain du bois Bourdon.

Monsieur le Maire répond que cela est prévu dans les futurs investissements.

Monsieur Frédéric BURGEVIN pense que l'endroit où va être installé le city stade va obstruer la vue des plaines du bois Bourdon. Il demande si celui-ci n'aurait pas pu être construit ailleurs ?

Monsieur le Maire répond que son implantation a été étudiée. Le terrain du Bois Bourdon a été choisi suite à cette étude, par le département. Le terrain du bois Bourdon a été acquis, par nos prédécesseurs, pour réaliser des installations à vocation sportive.

Madame Josette MALLARD demande s'il y aura de l'éclairage ?

Monsieur le Maire répond par la négative.

Madame Josette MALLARD demande si des tables et des bancs vont être ré-installés ?

Monsieur le Maire répond que cela se fera après la construction du city stade.

Madame Josette MALLARD demande s'il ne sera pas judicieux d'installer des tables et de bancs en pierre car ceux qui avaient été installés ont été brûlés.

Monsieur le Maire répond que le coût est cinq fois plus élevé pour des tables en pierre.

Prochaine réunion du Conseil Municipal : Le 11 septembre 2015 à 20H00

Séance levée à: 22:00

En mairie, le 15/07/2015
Le Maire,
JEUDON Didier

